

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1114

Artikel: Les montagnes ne nous protègent plus
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011409>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Les montagnes ne nous protègent plus

Jean-Pierre Ghelfi

économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois

Au plan politique, après son refus d'approuver l'accord sur l'Espace économique européen, la Suisse restera un cas particulier. Elle a en revanche cessé de l'être dans le domaine économique.

La montée du chômage et les perspectives quasi dramatiques dressée par l'Ofiamt sont le témoignage le plus clair des transformations profondes en cours. Les divers programmes de «revitalisation» en sont un autre signe.

Vallées et montagnes ne protègent plus les Suisses, mais elles empêchent encore un trop grand nombre d'entre eux de voir le monde dans lequel nous sommes entrés. Ce monde est désormais la planète entière (globalisation et internationalisation des marchés). Certes, nous avons déjà l'habitude de le considérer comme tel, mais c'était à sens unique: pour l'exportation de notre savoir, c'est-à-dire des produits industriels et de services à plus ou moins haute valeur ajoutée.

Aujourd'hui, ce que nous achetons, utilisons et consommons vient de partout. Les fabricants étrangers ont appris à maîtriser des savoir-faire complexes et font la

rique à nos produits. Nos coûts ne sont souvent plus en rapport avec les leurs, de sorte que la concurrence et les marchés imposent ceux-ci et évincent ceux-là.

Lorsqu'on parle de coûts, il faut tous les englober. Non seulement ceux de la main-d'œuvre auxquels le patronat a la fâcheuse habitude de se référer un peu trop exclusivement, mais également ceux du capital, des terrains, de la construction, des honoraires, etc.

Plutôt que de rouspéter contre tous ces changements, il est préférable de les analyser pour pouvoir déterminer la nature des problèmes à résoudre.

Le processus de compensation d'une partie de nos coûts élevés est déjà engagé. Depuis une bonne dizaine d'années, les salaires réels, tels qu'ils sont mesurés par les statistiques officielles, ne progressent pratiquement plus. Compte tenu de l'augmentation des prélèvements fiscaux et des charges des ménages qui ne sont pas incluses dans le calcul de l'indice des prix, le pouvoir d'achat de la population n'a pas augmenté. Il a peut-être même commencé à diminuer.

Or durant la même période, les gains de productivité ont été importants, de l'ordre de 15%. Ces gains ont été utilisés pour combler les écarts de coûts avec les produits en provenance de pays «avantageux».

La montée du chômage est une indication que les améliorations de productivité obtenues jusqu'à présent ne suffisent plus. Le processus de diffusion des savoir-faire se poursuit et s'amplifie par la banalisation des «nouvelles technologies» (électronique, micro-électronique, informatique, nouveaux matériaux).

La compétitivité des produits, on le sait, ne dépend pas que des coûts. Entrent aussi en ligne de compte la qualité, le niveau technique, les délais de livraison, le service après-vente. Dans tous ces domaines, nous avons toujours bonne réputation; mais d'autres ont appris à faire aussi bien, sinon mieux.

Le bilan est aujourd'hui mitigé parce que nous avons trop longtemps misé sur la quantité plus que sur la qualité. Nous avons adopté des stratégies de développement extensif plutôt qu'intensif, en

multipliant les postes de travail à faible niveau de qualification, au lieu d'opter pour des postes moins nombreux mais plus qualifiés. Nous avons en particulier pris du retard en matière de formation permanente et de participation dans les entreprises.

Il est intéressant de constater que des études comparatives de sociétés axées sur les mêmes types de fabrication montrent que les plus productives, donc les plus rentables, ne sont pas nécessairement celles qui ont les équipements industriels les plus sophistiqués, mais celles qui parviennent le mieux à combiner technique et savoir-faire.

Beaucoup de petites améliorations dans les systèmes de production ont souvent des effets de plus grande portée que des changements majeurs (la robotique par exemple). L'ennui est que les cadres et les ingénieurs s'intéressent davantage aux seconds qu'aux premières, qui sont généralement dans les mains des salarié-e-s. C'est cela qu'il faut changer si on veut vraiment revitaliser l'économie. ■

Théo Chopard

(cfp) Journaliste et traducteur, Théo Chopard vient de mourir à Berne. Né à Vienne, il a passé son enfance et sa jeunesse à Genève. En 1931, il devient rédacteur d'un syndicat international à Amsterdam puis secrétaire à la VPOD. Il s'établit à Berne en 1937 pour travailler comme indépendant.

Avec l'âge, il a assumé diverses fonctions honorifiques, comme la présidence de la Nouvelle société helvétique, après une jeunesse passée dans la mouvance syndicale.

Lors de la conférence d'Amsterdam pour la paix, en 1932, il avait logé les délégués genevois Etienne Lentillon et Léon Nicole. A Zurich il avait fréquenté le «Rabbenhaus» de l'écrivain Rudolf Jakob Humm, lieu de rencontre de réfugiés fuyant le fascisme. Il avait aussi été chargé par Hans Oprecht de poser les premiers jalons de la Guilde du livre en Suisse romande.

Grand admirateur de Ramuz, il n'avait pas hésité à lui écrire une lettre, publiée par *Présence* (n° 8), pour lui faire la leçon sur le matérialisme historique que celui-ci avait critiqué dans un numéro précédent.

Un témoin attentif de ce siècle nous a quittés. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Secrétaire de rédaction:

Frances Trezevant Honegger (fth)

Ont également collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Charles-F. Pochon (cfp)

Jacques Longchmap (jl)

René Longet

Forum: Jean-Pierre Ghelfi

Abonnement: 75 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette:

Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof,

Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens